

La Force de l'ordre

Didier Fassin

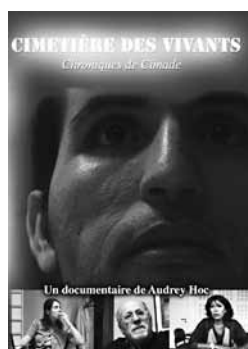
Seuil, octobre 2011

392 pages, 21 €

Depuis une trentaine d'années, l'actualité française est ponctuée d'émeutes urbaines. Depuis une trentaine d'années, les décideurs politiques chevauchent des thèmes sécuritaires, qui, tous, stigmatisent «une certaine jeunesse», celle des quartiers dits «sensibles». Dans la dernière période, marquée par les responsabilités de Nicolas Sarkozy à l'Intérieur puis à la présidence de la République, cette rhétorique a atteint son apogée. Les termes de «bande de racaille», de «nettoyage au Kärcher» sont ainsi devenus des marqueurs politiques, avec ce que cela induit de radicalisation dans le comportement des acteurs de la force publique, sur le terrain.

Par effet de contamination, ce vocabulaire guerrier a servi à stigmatiser des territoires où se cumulent disparités économiques, difficultés sociales et discriminations raciales. «Ainsi, par un effet de rhétorique qui étudie les enjeux de ségrégation et d'inégalités pour se focaliser sur les seuls problèmes de désordres et de violence, la question sociale se transforme en question martiale. La politique des cités devient une politique de guerre», conclut Didier Fassin. Avec son enquête *La Force de l'ordre*, il nous livre le résultat d'un travail de terrain de deux ans auprès d'une brigade de la Brigade anticriminalité (Bac) en Ile-de-France. L'ouvrage brosse le portrait d'une machine dont le fonctionnement réel a peu à voir avec la sécurité des biens et des personnes. Une plongée édifiante dans un monde morne et brutal, en même temps qu'une remarquable déconstruction des mécanismes de production et de banalisation des délinquances policières et des discriminations.

Ce travail de basse police, combiné à un harcèlement continu sous forme de «contrôles d'identité», amène à construire entre police et population des sentiments de



méfiance et de haine réciproques. Ainsi voit-on la «culture du résultat», prônée par le pouvoir politique, se retourner contre les populations et la police elle-même...

Une évolution vers le pire

On atteint là la dimension la plus novatrice – et la plus politique – d'une étude par ailleurs toujours respectueuse du travail de police. L'auteur rappelle, études internationales à l'appui, que la police en voiture n'a aucune incidence sur la sécurité des quartiers. Il fait la démonstration de ce que l'idéologie martiale qui prévaut à l'activité des Bac se traduit, dans les faits, par une invraisemblable série d'échecs à répétitions, boulettes dignes de débutants. Ce qui amène à poser une question essentielle : pourquoi, devant un bilan aussi pathétique, ces brigades sont-elles maintenues, alors même que la hiérarchie policière les considère en fronçant le nez ? «C'est, répond-elle, qu'elles rendent service.»

Racisme et discriminations apparaissent donc comme le prix naturel à payer pour ce service, indépendamment d'ailleurs des subjectivités en présence. D. Fassin souligne à regret que cette évolution vers le pire ne semble pas passionner les institutions en charge de veiller sur les libertés publiques et la déontologie policière. Il signale néanmoins qu'en 2005, la CNDS⁽¹⁾ consacrait, pour la première fois, un chapitre de son rapport à «La part des discriminations dans les manquements à la déontologie». Cette exception ne saurait suffire à rassurer ceux qu'inquiète l'usage de plus en plus provocateur d'une certaine police.

(1) Commission nationale de déontologie de la sécurité.

Pierre Tartakowsky,
président de la LDH

Le Cimetière des vivants

Réalisation : Audrey Hoc

Documentaire, 2011

Production : Traits d'union

Ekoizpenak

Durée : 50'

La LDH soutient le documentaire *Le Cimetière des vivants*, qui démontre, par l'exemple de drames humains, l'absurdité de la «politique du chiffre». Trente-deux mille expulsions de France en 2011, annoncées fièrement par Claude Guéant, alors ministre de l'Intérieur. Que se cache-t-il derrière ces chiffres ? Découvrez la réalité quotidienne du centre de rétention administrative d'Hendaye, où l'on retient, avant expulsion, des personnes qui, bien souvent, rentraient déjà chez elles...

Monsieur K est ainsi enfermé dans le centre de rétention d'Hendaye, arrêté en situation irrégulière alors qu'il s'apprêtait à quitter le territoire français. Sarah et Georges, membres de la Cimade⁽¹⁾, sont les seules personnes qui peuvent écouter et aider monsieur K dans son quotidien de «retenu». Monsieur K participe, malgré lui, à cette politique du chiffre désormais bien connue.

Le ministère de l'Intérieur s'était fixé, pour l'année 2011, un objectif de trente mille reconduites aux frontières. Ce documentaire met en évidence, sur le terrain, l'absurde politique migratoire française, à travers l'exemple saisissant d'Hendaye, en zone frontalière. Des images inédites des centres de rétention, des témoignages d'avocats, de bénévoles et de retenus dévoilent ce que cachent les chiffres des expulsions.

(1) Association de solidarité avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile.

Maryse Artiguelong,
membre du Bureau
national de la LDH